

Académie de Lille Communiqué de presse intersyndical grève du 8 septembre 2016

La rentrée 2016 est celle d'un bilan, la dernière de cette mandature parlementaire, la dernière de la « refondation ». Voudrait-on le dissimuler et masquer aussi non seulement les objectifs manqués mais également le fiasco déjà constaté de la réforme du collège ?

Les faits sont pourtant là : cette rentrée se passe dans de très mauvaises conditions dans les collèges et les Segpa de l'académie. Classes chargées, emplois du temps dégradés pour tous, de très nombreux personnels en service partagé, des classes sans prof (en espagnol, physique, anglais, éducation musicale....) malgré des recrutements de contractuels en hausse, des manuels pas disponibles avant plusieurs semaines et encore, pas pour toutes les matières, des horaires amputés dans plusieurs disciplines, la disparition des LV1 autres que l'anglais, la suppression des bilangues, des sections euro, du latin et du grec comme disciplines, la mise en place de hochets pédagogistes comme les EPI et l'AP, la refonte de tous les programmes sur tous les niveaux en même temps, un nouveau brevet et un nouveau livret scolaire Cette rentrée est également marquée par un recul important de la place et du rôle de l'EPS (programme, collège, DNB) et la remise en cause de nombreux « dispositifs sportifs » (sections sportives scolaires, options, soutien natation...). Tant de désorganisation ne peut que nuire à la réussite des élèves et porter atteinte au professionnalisme et à l'expertise des enseignants.

La poursuite des mobilisations conduites durant l'année précédente doit déboucher sur l'abrogation de la réforme et l'ouverture rapide de discussions sur d'autres bases.

En lycée, les effets à rebondissements de la Réforme Chatel, la hausse des effectifs non amortie par des créations de postes suffisantes, la quasi fin du redoublement et ses conséquences sur les conditions d'enseignement en 1ère en particulier contribuent à une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement. Les annonces d'une nouvelle réforme du lycée dans le droit fil de celle du collège sont une nouvelle provocation.

A cela s'ajoutent les attaques de la Région : aides en baisse pour les livres, les équipements professionnels, les transports scolaires ...

L'enseignement professionnel et technologique est dans la ligne de mire d'une Présidence de Région adepte d'un apprentissage qui n'a pourtant jamais fait la preuve de son efficacité.

En effet, prétendant lutter contre le chômage des jeunes, le rectorat et la région poursuivent un cap destructeur de la qualité de la formation initiale sous statut scolaire : ils tentent toujours de développer l'apprentissage, préférant ainsi répondre aux injonctions du patronat plutôt que d'investir massivement dans l'enseignement professionnel et technologique public. Ce choix injustifié favorise le mixage des publics dans la classe, en niant les besoins spécifiques des différents apprenants et en détériorant une nouvelle fois les conditions de travail des enseignants.

Dans les lycées professionnels, les dispositifs dits d'accompagnement se multiplient : période d'accueil, orientation réversible, développement des 2ndes à champ professionnel, droit de retour en formation ou encore droit au redoublement dans son établissement et tout ceci sans moyens supplémentaires. Les enseignants sont donc sommés de mieux accueillir et de mieux faire réussir les jeunes dans des conditions de travail là encore dégradées.

De plus, les réformes successives de la taxe d'apprentissage continuent à asphyxier les lycées professionnels. La baisse de 30 % subie depuis 2 ans impacte directement le fonctionnement pédagogique des LP en détériorant la qualité des formations qui y sont dispensées.

Enfin, la réforme du BAC Pro 3 ans a dégradé les conditions d'étude des élèves et de travail des enseignants. Elle a entraîné une baisse drastique du temps d'enseignement. En effet, sous couvert de prétendue égalité entre les parcours, le passage d'une formation en quatre ans à une formation en trois ans n'offre plus aux élèves les moyens de remédier à leurs difficultés et de combler leurs manques. C'est un facteur de décrochage scolaire. De plus, la quasi-généralisation des CCF (contrôle en cour de formation), véritables « examens maison » entérine de fait la quasi-suppression du caractère national de diplômes. Les nouveaux projets d'évaluation des enseignants, donnant beaucoup plus de poids aux chefs d'établissement et faisant la part belle à toutes les pressions ne sont pas non plus acceptables.

Enfin, les attaques contre les missions, diplômes et qualifications des assistants et travailleurs sociaux - mobilisés également le 8 septembre- inquiètent fortement alors que la situation sociale des familles continue de se dégrader.

Pour toutes ces raisons, l'Intersyndicale Éducation **Action et Démocratie-CFE-CGC**, CGT Educ' Action, SNFOLC-62, SNETAA-FO, FNEC-FP-FO 62, SNES-FSU, SNEP-FSU, SUNDEP, SNUEP-FSU **appelle à faire grève massivement jeudi 8 septembre et à manifester à Lille (10h30, Porte de Paris).**